

Québec, Le Soleil, vendredi 27 janvier 1984

A la place du garage des stations-service

Sainte-Foy aurait 60 dépanneurs de plus

par Marie CAOUCETTE

S'il n'en tenait qu'aux compagnies pétrolières, il pourrait y avoir demain une soixantaine de dépanneurs de plus sur le territoire de Sainte-Foy!

Les dépanneurs sont en effet perçus comme la bouée de sauvetage financier pour de nombreuses stations-services qui fonctionnent à perte.

Plusieurs demandes ont d'ailleurs été adressées à la municipalité de Sainte-Foy, au cours des derniers mois, pour transformer le garage de stations-services traditionnelles en dépanneurs joints à un libre-service.

Les permis ne seront pas émis cependant, car Sainte-Foy est l'une des rares municipalités du Québec à interdire ce genre de commerce mixte. Comme Montréal et une petite ville de l'Estrie.

La réglementation municipale qui date de 1973 est plutôt sévère. Elle avait comme objectif à l'époque de limiter la prolifération des stations-services.

Cette réglementation oblige une compagnie pétrolière à s'établir sur un terrain de 25,000 pieds carrés minimum et à avoir des façades de 150 pieds sur rue. Elle crée aussi l'obligation d'avoir un bâtiment de service (garage) de 1,000 pieds carrés pour le graissage, la réparation ou le lavage des voitures.

C'est sur ce dernier point que le bât blesse. Car les garages des 62 stations-services de Sainte-Foy sont loin d'être tous rentables.

Ces 62 stations sont de plus fort inégalement réparties sur le territoire. Le plus grand nombre est sur le "plateau" de la haute ville, sur les quatre grandes artères est-ouest: le chemin Sainte-Foy, le boulevard Hochelaga, le boulevard Laurier et le chemin Saint-Louis. Il y a cinq carrefours où quatre stations-services ou plus se voient sur une distance d'un quart de mille. Par contre, le centre industriel qui longe le boulevard Charest et les quartiers Chauveau et Champigny sont peu ou pas desservis.

"Si l'on permet aux compagnies d'établir des dépanneurs dans leurs garages, aux quatre coins d'une intersection, seront-ils réellement plus rentables? s'interroge le conseiller Roger Vallières, responsable de la commission de l'urbanisme et de l'aménagement. Les dépanneurs existants survivront-ils à cette concurrence? Cela ne fera que déplacer le problème de la rentabilité, soutient-il.

Cette prolifération anarchique n'est pas le fait que de Sainte-Foy. Trente pour 100 des stations-services du Québec sont de trop, admet aisément M. Georges Bourrelle, directeur général du marketing pour l'Est du Canada chez Pétro-Canada.

Il y a 80 pour 100 de stations-services contre 20 pour 100 de libre-services; or, les stations-services ne réalisent que 60 pour 100 des ventes au détail, de dire ce porte-parole.

Le problème est connu, mais les solutions tardent. "On devra un jour fermer les stations les moins viables" conclut cet interlocuteur de Pétro-Canada (15 des 62 stations de Sainte-Foy appartiennent à la société nationalisée).

A ce jour, les fonctionnaires municipaux ont rencontré des représentants de toutes les pétrolières pour discuter du sujet. Sainte-Foy, peut-on comprendre, pourrait peut-être assouplir sa réglementation si les compagnies entament d'abord le processus de rationalisation!

A l'heure actuelle, les choses en sont là. Les compagnies pétrolières n'ont pas le droit, dans les anciennes limites de la ville (excluant l'ancien quartier Laurentien) de démolir leur garage inutile, ni de l'utiliser à un autre usage que ceux reliés à l'automobile.

Si le mouvement de rationalisation s'amorçait un jour, les terrains libérés par les stations-services pourraient être rendus au résidentiel ou encore, en conformité avec leur zonage CA, être utilisés pour des commerces de voisinage (fleuriste, salon de coiffure, clinique médicale, buanderie, restaurant).



Le Soleil, Gilles Lafont

Certaines artères de Sainte-Foy sont saturées de stations-service. Toutes ne sont pas rentables et les compagnies pétrolières voudraient bien transformer des garages en dépanneurs...

Carnaval de Québec

Nouvelle vocation: développement économique

par Lise LACHANCE

Le Carnaval de Québec servira désormais d'outil de développement économique.

Cette nouvelle vocation, qui s'ajoute à celle bien connue d'industrie touristique, a été annoncée conjointement hier par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Rodrigue Biron, et par le président du 30e Carnaval, Claude Feuiltault.

Avec René Lévesque

C'est ainsi que, pour la première fois dans l'histoire de nos réjouissances hivernales, une centaine de chefs d'entreprises de la région de Québec ont été approchés pour inviter ici des gens d'affaires de l'extérieur, avec qui ils sont déjà en contact ou avec qui ils aimeraient transiger. On espère ainsi, dans le cadre agréable du Carnaval, mieux faire connaître le potentiel et les possibilités économiques de la région de Québec.

Le premier ministre René Lévesque lui-même a été mis à contribution: il assumera la présidence d'honneur d'un déjeuner qui sera servi au Château Frontenac, le vendredi 3 février, à 11h30, et qu'on a baptisé "Le déjeuner des présidents", puisqu'il regroupera des présidents de compagnies québécoises et étrangères.

Déjà, quelque 75 chefs d'entreprises de la région ont signifié leur participation et celle de leurs invités de l'extérieur. Le ministre Biron a précisé hier qu'une cinquantaine de ces derniers se sont déjà manifestés et que 25 autres sont sur le point de confirmer leur présence.

Cinquante pour cent de ces gens d'affaires non québécois viennent du Canada anglais, entre 25 et 30 pour 100 habitent aux États-Unis, les autres sont en Europe (France, Angleterre, Finlande). On attend la participation d'un Japonais.

Le ministre a affirmé qu'une quinzaine de ces hommes d'affaires ont demandé de le rencontrer, afin de discuter plus à fond du potentiel qui attendrait leur entreprise si elle venait s'installer dans la région de Québec.

Nombreuses activités

Le responsable du déjeuner des présidents auprès du Carnaval de Québec, M. Gilles Nadeau, a souligné, hier, que plusieurs activités ont été inscrites à l'agenda de ces investisseurs en puissance: une visite au Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), une partie de hockey Nordiques contre Devils, un tour de ville organisé par la CUQ, une réception à l'hôtel de ville (au cours de laquelle on fera la promotion des fêtes 1534-1984), un cocktail offert par le président du Carnaval.

La rue Sainte-Thérèse est inscrite au programme: les responsables de la visite ont réservé les voûtes de Ti-Père pour le dimanche matin, 5 février.

Expérience personnelle

Le ministre Biron a déclaré qu'au moment où il était chef d'entreprise, il se servait régulièrement du Carnaval pour inviter des hommes d'affaires avec qui il était déjà en contact ou avec qui il était intéressé à collaborer. "Dix ans plus tard, certains me disaient que s'ils continuaient à transiger avec nous, c'est qu'ils m'avaient connu, avaient visité notre entreprise, vu notre installation et que, de ce fait, ils se sentaient plus en sécurité", a noté l'homme politique. Sans compter que des relations créées dans le cadre des festivités carnavalesques rapprochent peut-être davantage sur le plan humain.

Aussi, conclut-il, doit-on se servir de plus en plus du Carnaval comme instrument de développement économique et commercial pour la région de Québec.



Le Soleil, René St-Pierre

Le ministre Rodrigue Biron, décoré de la médaille du président, par M. Claude Feuiltault, président du Carnaval de Québec 1984.

Ontario, Manitoba et Louisiane

Les échanges carnavalesques comptent 3 autres groupes

par Lise LACHANCE

L'Ontario, le Manitoba et la Louisiane participeront pour la première fois cette année aux échanges carnavalesques. Ils se joindront à cinq groupes qui étaient déjà au rendez-vous l'an dernier: le Nouveau-Brunswick, Kitchener-Waterloo, Calgary, l'État du Maine et les Bahamas.

Si on parle d'échanges, c'est que Bonhomme et le comité exécutif du Carnaval ont visité plusieurs villes et pris part à de nombreuses manifestations populaires au cours des derniers mois, tant dans les autres provinces qu'à l'étranger. A leur tour, donc, les représentants de ces festivités viennent participer au Carnaval de Québec.

Les 3 nouveaux

Pour charmer les

Québécois et les visiteurs, les Louisianais ont choisi le mode d'expression qui les traduit le mieux: la danse. Pas n'importe laquelle: le "two-step" et la valse à deux temps. Ils offriront un spectacle au Holiday Inn du centre-ville, le 9 février, à 21h.

Deux dirigeants du fameux Mardi gras de Lafayette séjourneront également dans nos murs, afin d'étudier la possibilité d'une collaboration plus étroite entre les deux événements, l'un sur les bords glacés du Saint-Laurent, l'autre à proximité du golfe du Mexique.

Bonhomme Carnaval trouvera "chaussure à son pied" en la personne de "Bonhomme Voyageur", le symbole du Festival de Saint-Boniface, Manitoba, qui lui rendra visite au cours de la dernière fin de se-

maine des festivités québécoises.

Quant à l'Ontario, elle montre qu'elle sait parfois se mettre à l'heure du Québec: elle offrira une dégustation de cidre et fromages, rue Sainte-Thérèse, le 11 février.

Pour tous les goûts

Quant aux événements familiaux aux carnavalesques invétérés puisqu'ils n'en sont pas à leur première présentation, il s'agit de: — La soirée des Bahamas, le 9 février, à 20h30, à l'Auberge des Gouverneurs (haute ville).

— Le "Beef on the Bun" et le déjeuner "western" de Calgary, offerts respectivement les 9 et 11 février, le premier à 21h au Château Frontenac, le second à 9h, rue Sainte-Thérèse.

— Une dégustation de petits pains aux cra-

bes des neiges, du Nouveau-Brunswick.

A midi, le 11 février, rue Sainte-Thérèse.

— Le "Chicken BBQ" de l'État du Maine, à midi, le 11 février, place du Manège, suivi d'un spectacle du

groupe folklorique "C'est si bon", à 14h, à place du Palais.

— Une soirée "Oktoberfest" présentée par le Festival de Kitchener / Waterloo, le 11 février au soir, place du Manège.



BMR

FERNAND MORISSETTE inc.

SPECIAUX DU SAMEDI 28 JANVIER de 8h30 à 17h00

Pensée: Celui qui relève ses manches ne perd jamais sa chemise

8 ARTICLES AU PRIX COÛTANT OU PRESQUE

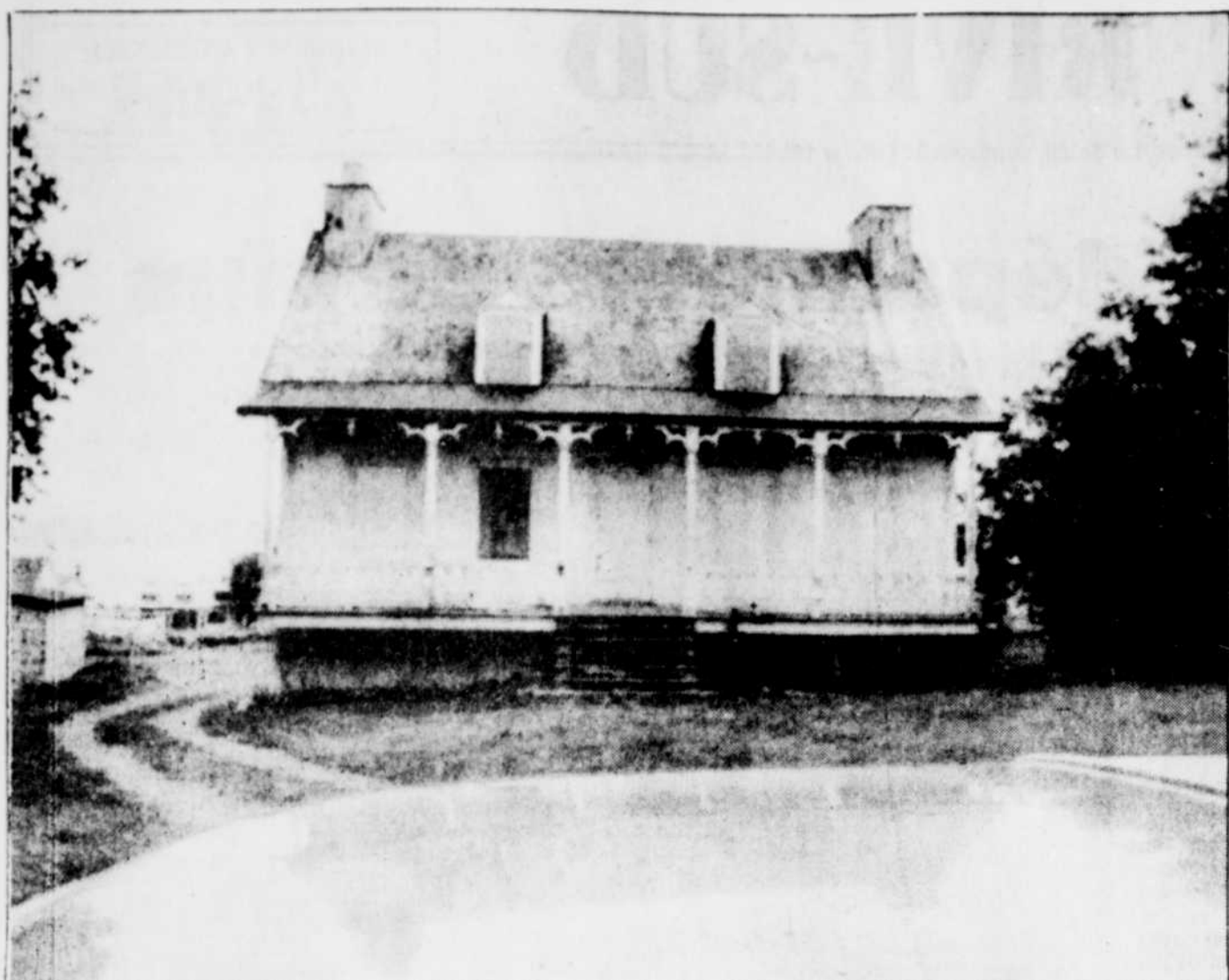
• COLORLOK 12" bon. Legers imperforés les 100 pl. car	57,50\$	• ÉPINETTE B4F 1" x 3" x 8"	59¢
• STYROFOAM S.M. BLEU 2" x 8" x 1"	4,99\$	• PEINTURE CROWN DIAMOND 40 - 60 - 100 watts	18,88\$
• LAINE FIBERGLASS ROSE 4-10 - 15" - Boîte de 110 pl. car	13,95\$	• AMPOULES ÉLECTRIQUES	35¢
• PANNEAUX À PLAFOND SONOFLEX 2" x 4" - Fer clip le panneau	2,99\$	• FIL ÉLECTRIQUE (Loomes) 14-02 Nouveau de 75 m le rouleau	27,95\$

• **PRIX PAYEZ & EMPOREZ**

• Notre remboursement de livraison de 5% ne s'applique pas à ces spéciaux

BMR FERNAND MORISSETTE inc.

4245, BOUL. DU JARDIN
ANCIENNE LORRETE
727-3874
BOIS - MATÉRIAUX - QUINCAILLERIE



La maison Tessier, dit Laplante, située dans le secteur Courville, sera restaurée pour les fêtes du 350e anniversaire de Beauport.

Courville: les travaux de restauration de la maison Tessier commenceront bientôt

par **Gérald OUELLET**

Les travaux de restauration de la maison historique Tessier, dit Laplante, du secteur Courville à Beauport, commenceront incessamment et ils devront être terminés pour le début des célébrations des fêtes du 350e anniversaire de Beauport. C'est du moins ce qu'a laissé entendre l'architecte Pierre Cantin, responsable du projet de restauration de la maison.

La mise en valeur de cette maison permettra de lui redonner sa fière allure d'antan, d'une part, et d'autre part de favoriser la vie socio-culturelle et communautaire des citoyens de Beauport, d'après les autorités municipales.

On se rappelle que le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, annonçait, récemment, le versement d'une subvention de \$105.000 à la ville de Beauport pour la mise en valeur de cette maison, située au 2328 avenue Royale, Courville.

Socio-culturel

La participation financière du ministère, versée dans le cadre de son programme habituel d'aide aux municipalités, représente 60 pour 100 des coûts admissibles de restauration du bâtiment, et 30 pour 100 des coûts d'aménagement du terrain. La ville de

Beauport assumera le solde du coût total du projet, estimé à \$205.000. Ces travaux permettront de doter Beauport d'un centre socio-culturel aux usages variés, affirme-t-on.

Construite vers 1860 et classée monument historique le 14 avril 1975, cette maison de style québécois, et dite d'artisan, s'harmonise bien avec l'ensemble de l'avenue Royale; elle est située près de l'endroit où eut lieu la bataille de Montmorency en 1759. Propriété de la famille Tessier, dit Laplante, jusqu'en 1960, elle fut cédée à la ville de Courville sous réserve qu'elle serve uniquement à des fins municipales ou publiques.

En juillet, le personnel de la Commission d'accès à l'information passera de 12 à 25

par **Paul-Henri DROUIN**

du bureau du **SOLEIL**

SAINT-JOSEPH — Devant les membres du Cercle de presse de Beauce, le président de la Commission d'accès à l'information, M. Marcel Pélipin, a déclaré hier que le personnel, actuellement disponible, de 12 employés sera augmenté à 25, avec l'entrée en vigueur de la loi 65 prévue pour le 1er juillet 1984.

M. Pélipin a rappelé aux journalistes beaucerons les principales dispositions de la loi 65, dont l'objectif est de faciliter l'accès du public aux documents que détient l'administration et à protéger la vie privée des citoyens.

Présentement, a indiqué Marcel Pélipin, tous les documents publics peuvent demeurer confidentiels, à l'exception de ceux que la loi oblige à publier, mais dès que la loi 65 sera en vigueur, tous les documents détenus par l'administration seront publics, sauf ceux dont la divulgation est exclue par la loi.

Il en est de même pour la confidentialité des renseignements personnels détenus par le gouvernement ou ses agences, car la loi 65 apporte un cadre général qui régit la protection de ces renseignements.

Selon le président de la commission, ce cadre est uniforme pour l'ensemble des organismes régis par la loi, puisque fon-

damentalement la loi rend plus difficiles, et surtout moins arbitraires, les échanges de renseignements personnels entre organismes ou ministères gouvernements aux buts et vocations différents.

Loi d'accès

Pour être efficace, a souligné M. Pélipin, cette réforme doit aussi prévoir la réception de messages du public auprès de l'administration. Plutôt que d'une communication traditionnelle à sens unique, l'octroi d'un droit d'accès aux documents et aux dossiers personnels devrait éventuellement se traduire par une plus grande facilité de dialogue entre les administrateurs et les administrés.

Toutefois, Marcel Pélipin est d'opinion que cela ne sera possible que dans une deuxième étape, après que les habitudes et mentalités qui imprègnent présentement les appareils d'Etat auront absorbé et accepté les nouvelles règles de jeu.

Il a conclu son exposé en mentionnant que sous le couvert d'une loi d'accès, c'est un vaste projet de remise en question des méthodes de travail, de la mentalité des bureaucrates et même des politiciens que l'Assemblée nationale a voulu amorcer avec cette loi, qui s'inscrit d'ailleurs dans la foulée d'autres réformes similaires, comme la création du poste de protecteur du citoyen.

Le respect de la vie, dès la conception, demandé par plus de 5,000 personnes

par **Jean MARTEL**

Plus de 5,000 personnes de la région de Québec ont signé une pétition demandant le respect de la vie de tout être humain, dès le moment de sa conception. Cette pétition est en circulation depuis la mi-novembre. C'est le mouvement pour le respect de la vie du diocèse de Québec à qui incombe l'initiative.

Voilà ce qu'a déclaré au **SOLEIL**, M. Paul-A. Côté, président du mouvement. Le document, a-t-il dit, sera remis, plus tard, aux autorités fédérales, provinciales et municipales.

"La pétition, a-t-il ajouté, les sensibilisera au fait qu'il y a beaucoup de personnes qui sont pour le respect de la vie; en tout cas, il y en a plus qu'on ne le pense".

M. Côté a affirmé que le mouvement appuie tout ce qui favorise le respect de la vie, dès la conception d'une personne et tout au cours de la vie. "D'ailleurs, notre mouvement a fait changer d'idée à des femmes qui voulaient se faire avorter; nous leur avons suggéré de rencontrer des personnes-ressources qui les ont aidées à poursuivre leur grossesse jusqu'au bout".

Montréal

La pétition semble avoir eu un impact hors de Québec. En effet, les dirigeants du mouvement pour le respect de la vie de Montréal voudraient eux aussi faire signer une pétition semblable dans

la région métropolitaine.

D'autre part, on se rappelle que le mouvement a organisé un "dimanche pour le respect de la vie" dans le diocèse de Québec, en octobre. Or, cette activité qui s'est déroulée dans les églises a eu lieu dans plus de 50 pour 100 des paroisses. Pour M. Côté, cela constitue un succès. Une autre journée du même genre aurait lieu cette année.

Enfin, M. Côté a signalé l'appui que reçoit le mouvement de la part du clergé et des autorités religieuses.

Pour prévenir le vol des skis

Le Service de police de Sainte-Foy exécutera, durant trois jours, l'opération "Alpin", visant à sensibiliser les propriétaires d'équipement de ski à la prévention, et permettant de brûler des skis pour récupération en cas de vol. Des policiers donneront aussi des conseils aux intéressés sur le remisage de leurs skis.

Les policiers faisant partie de l'équipe de l'opération seront au centre de ski de Sainte-Foy, angle des rues Myrand et Chapdelaine, samedi de 13h à 15h; à la base de plein air de Sainte-Foy, dimanche de 12h à 15h; et au club de golf de Cap-Rouge, le 4 février de 13h à 15h.

LA VIE COMMUNAUTAIRE
par **Tom Fréchette**
647-3361 du lundi au jeudi
entre 13h et 15h

Causeries

• L'Association internationale des secrétaires professionnelles, section de Québec, tiendra sa réunion lundi à 19h, au cégep F.-X.-Garneau (salle B), 1660 boulevard de l'Entente. Mme Lise Ferland parlera de la santé physique des employés de bureau. Pour détails: 637-9257.

• **Claire Boivin traitera des plantes d'intérieur, lundi à 19h45, à la salle 2102 du pavillon Comtois de l'université Laval. Pour renseignements: 647-3795.**

• M. Paul Dumont commentera en espagnol le Service administratif canadien outre-mer, lundi à 20h30, au pavillon De Koninck de l'université Laval. Pour détails, joindre Jeannine Plante à 661-0478 ou à 683-1961.

• M. David Mendelson exposera la "culture plurielle d'Israël", mardi à 20h, au COFI, 860 rue Père-Marquette à Québec. Pour détails, joindre Gilda Elmaleh à 524-4982 ou à 524-7801.

Collecte de sang

Le cégep de Sainte-Foy tiendra une collecte de sang, lundi, dans le dégagement de l'aile A de 9h30 à 16h. Pour renseignements, joindre Paul Mercier à 658-5389.

Conditionnement

Les femmes de Charlesbourg et de l'Arrière-pays peuvent suivre des cours de conditionnement physique et post-nataux les lundis soirs à partir du 30 janvier avec l'aide du CLSC La Source et Kino-Québec. Pour inscription: 849-2873.

Famille

La Fédération de la famille de Québec offre gratuitement une session de formation pour ceux qui aimeraient donner un support d'animation aux parents, enfants et professeurs qui veulent faire les démarches nécessaires vers une expérience de communication et de rapprochement entre l'éducation sexuelle à la maison et à l'école. Cette session se tiendra les 4 et 5 février au centre des services diocésains, 1073 boulevard Saint-Cyrille ouest. Inscriptions, avant le 30 janvier: 683-1211.

Fête du patrimoine

Une fête du patrimoine aura lieu dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste dimanche: messe à 11h à l'église et réjouissances, à 14h, au sous-sol de l'église, 470 rue Saint-Jean. Pour détails: 523-4523. L'entrée sera gratuite.

Japon

Un film commenté sur le Japon sera présenté, samedi à 20h30, au théâtre de la

cité universitaire. Pour renseignements, joindre Jacqueline Boily, à 656-2765.

Journée familiale

Une journée canadienne familiale aura lieu au chalet du parc Notre-Dame-de-Foy (accès par la rue Jacques-Berthiaume), samedi à partir de 11h. Pour détails: 658-7489.

Martinique

Un diaporama sur la Martinique et la Guadeloupe sera présenté par l'Association des loisirs Notre-Dame-de-Foy, mardi à 20h, au local de l'âge d'or, rue Jacques-Berthiaume. Pour renseignements, joindre Lauraine Gagnon à 653-3046.

Parents-soutien

Parents-soutien tiendra un café-rencontre, mardi à 19h30, à l'école l'Oasis, 1550 rue Périgord à Charlesbourg.

Prévention

Le groupe Consultation-action-prévention tiendra un kiosque sur la prévention de la conduite en état d'ébriété, lundi de 10h à 16h à l'université Laval. Pour détails, 529-0921.

Proclamation prophétique

Une rencontre de prières, de chants et de proclamation prophétique sera animée par les Pauvres de Saint-François, dimanche à 13h30, à l'église Notre-Dame-du-Chemin, 219 rue Père-Marquette.

Réflexion sociale

"Églises et sociétés dans la perspective générale de la réconciliation en Église dans le monde" sera le thème abordé à la soirée de réflexion sociale qui se déroulera mardi à 20h, au centre de services diocésains, 1073 boulevard Saint-Cyrille ouest. L'entrée sera libre.

Spaghetti-thon

Un spaghetti-thon, en l'honneur de la duchesse de Montmorency et au profit de l'Association québécoise pour le bien-être des brûlés, aura lieu samedi et dimanche au 492 de l'avenue Royale à Beauport. Pour détails, joindre Bernard Corriveau à 667-7235.

Travailleurs

L'Association des travailleurs immigrants et québécois tiendra une soirée d'information sur les travailleurs non-syndiqués, mardi à 19h30, au 265 rue de la Couronne, local 400. Pour renseignements: 522-6322. L'entrée sera libre.



M. Marcel Pélipin, président de la Commission d'accès à l'information.

Maison des jeunes de Saint-Jean-Baptiste

Réactions à l'école "d'inspiration marxiste"

par **Anne-Marie VOISARD**

L'école "marxiste" continue de susciter des réactions. Le directeur des services éducatifs au secondaire à la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ), M. Rémi Beaudoin, affirme que ce n'est pas lui, mais Mme Lucie Morel, responsable de l'insertion sociale et professionnelle à l'école Jacques-Marquette, qui a fait référence au marxisme en parlant des écoles de quartier.

Comme on le sait, la maison des jeunes de Saint-Jean-Baptiste, qui réclame, depuis quatre ans une école aux structures plus

souples, comme solution au problème des décrocheurs, a fortement réagi aux propos rapportés, mardi, dans **LE SOLEIL**. "M. Beaudoin, pouvait-on lire, parle d'une école de quartier qu'il associe à 'l'école marxiste, qui ne reconnaît aucune autorité. Que ces gens se fassent une école et on va leur donner les services pédagogiques'".

Pas péjoratif

Jointe, hier, au téléphone, Mme Morel admet qu'il est bien possible que ce soit elle qui ait tenu ces propos. "Mais, pour moi, prévient-elle, ça n'a rien de

péjoratif". Mme Morel raconte qu'un récent numéro de la revue *Informé*, mettant en valeur différents types d'école, dont l'école d'inspiration marxiste, l'a beaucoup impressionnée. C'est probablement, dit-elle, ce qui a suscité sa réflexion.

Mme Morel reconnaît, par ailleurs, que certains jeunes, n'arrivent pas à s'ajuster dans les structures actuelles de l'école. "Ils ont besoin, dit-elle, de se prendre en main, de s'autogérer". Et ce n'est pas dans une commission scolaire, de type traditionnel, qu'on peut leur donner ce genre de services. "On est le

reflet de la société", constate Mme Morel. "Et quand on fouille pour découvrir les valeurs des gens, on se rend compte qu'elles sont plutôt de droite".

N'empêche que la responsable de l'insertion sociale et professionnelle réplique à ce que des jeunes soient laissés de côté, comme cela risque d'être le cas pour Line Desjardins et Suzanne Péloquin, deux élèves jugées "négatives" par la direction de Jacques-Marquette. C'est pour-quoi, elle songe à une formule mitoyenne, moins rigide, où la commission scolaire se conten-

terait d'offrir le soutien pédagogique.

Les expulsions

En attendant cette école "alternative", les jeunes de la Maison Saint-Jean-Baptiste protestent contre la menace de renvoi qui pèse sur leurs camarades. Cette situation leur apparaît d'autant plus inquiétante qu'ils ont la certitude que M. Yvon Leclerc, attaché politique du ministre de l'Éducation, M. Camille Laurin, est intervenu personnellement.

Hier, dans une lettre au Dr

Laurin, la Maison des jeunes tente une nouvelle fois d'empêcher ces expulsions. "Les jeunes, écrit-on, ne doivent absolument pas être sacrifiées pour des raisons d'enjeu politique". Puis on profite de l'occasion pour rappeler au ministre les engagements de son attaché politique. Jamais M. Leclerc n'a parlé d'aide sociale. Il était question de prêts et bourses. Cette promesse fut d'ailleurs confirmée dans le discours de relance du premier ministre René Lévesque. Les décrocheurs, croyait-on, allaient pouvoir enfin retourner, heureux, sur les bancs de l'école.

Québec-Téléphone

Employés d'exécution: entente avec le SCFP

par J.-Claude PAQUET
du bureau du Soleil
RIMOUSKI — Le Syndicat des
employés d'exécution de Québec-

Téléphone, qui regroupe quelque
675 employés de métier, a signé
hier, à Rimouski, une entente de
service avec le Syndicat canadien

de la fonction publique (FTQ). C'est
le troisième groupe, syndical de
Québec-Téléphone à poser un tel
geste, après celui des employés de

bureaux (555 membres) et celui des
téléphonistes (154 membres), qui
ont signé une entente de service
avec le SCFP en septembre.

Le président du syndicat, M.
Claude Lévesque, a précisé en
conférence de presse que cette en-
tente de service était le résultat
d'un long cheminement de la part
des membres, qui avaient décidé en
1980 de quitter les rangs de la Fr-
aternité internationale des ouvriers
en électricité, pour adhérer à la
Fraternité interprovinciale des ou-
vriers en électricité (FIOE). Nos

espoirs ayant été déçus, dit M. Lé-
vesque et c'est pourquoi nous avons
décidé de quitter les rangs du FIOE
en 1982. Mais conscients que le
syndicalisme indépendant ne mène
nulle part, ajoute-t-il, nous avons
entrepris les démarches nécessaires
pour obtenir un contrat de service
avec le SCFP.

Le directeur adjoint pour le
SCFP-Québec, M. André Asselin, a
dit pour sa part que le SCFP ferait
tout en son pouvoir pour que re-
naisse une vraie vie syndicale au
Syndicat des employés d'exécution

de Québec-Téléphone. Le SCFP
prend un seul engagement, a-t-il dit,
celui de faire en sorte que pour la
prochaine négociation, les tra-
vailleurs et travailleuses de Québec-
Téléphone soient unis et solidaires.
A cette fin, a-t-il précisé, ils re-
cevront tous les services et les ap-
puis nécessaires, afin d'obtenir une
bonne convention collective. Il a
conclu en disant que c'est M. Gilles
Dumais, responsable du bureau du
SCFP à Rimouski qui sera res-
ponsable du dossier de Québec-Té-
léphone.

Le syndicat veut améliorer la qualité de vie au travail

RIMOUSKI (par J.-C. P.) — Le contrat de
travail étant échu depuis novembre 1982, le
syndicat des employés d'exécution de Québec-
Téléphone, qui a signé hier une entente de
service avec le SCFP, a déposé mercredi, soit le
25, ses demandes en vue du renouvellement de
leur convention collective de travail.

Le président du syndicat, M. Claude Lé-
vesque, a expliqué que les demandes syndicales
sont orientées vers une meilleure qualité de vie
au travail pour les syndiqués de Québec-Té-
léphone, ce qui implique selon lui une mo-
dification importante des articles qui touchent
directement les conditions de travail des em-
ployés.

Il a précisé à ce sujet que l'article traitant
des mouvements de personnel doit être changé,
afin de ne plus permettre à l'entreprise de faire
des mutations obligatoires sans que l'employé
n'ait un mot à dire et qu'il soit obligé de dé-
ménager sa famille à l'endroit choisi par Québec-
Téléphone.

En ce qui concerne les demandes salariales,
le président souligne que le comité de né-
gociation a été guidé par différents principes,
dont celui de récupérer les sommes que l'en-
treprise a soustraites à ses employés en réduisant
la durée de la semaine de travail. On demande
également la parité avec Bell Canada, le rat-
trapage en regard du coût de la vie, et le maintien
du pouvoir d'achat compte tenu de l'aug-
mentation du coût de la vie.

Quant aux vacances, le syndicat demande
une amélioration du nombre de semaines et la
possibilité pour les employés d'en déterminer la
période.

Le syndicat, conclut M. Lévesque, est con-
scient que les présentes négociations ne seront
pas faciles. En effet, dit-il, les conditions de

travail des employés de Québec-Téléphone n'ont
pratiquement pas été améliorées lors de la der-
nière négociation.

Baisse de salaire refusée

par Fortunat MARCOUX
du bureau du SOLEIL

THETFORD-MINES — La réalisation du
projet de développement que le producteur d'a-
miant Carey Canada Inc. devait réaliser au
cours des prochaines semaines, au coût de \$2,2
millions, à la mine qu'il exploite à Tring-Jonction,
est en partie compromise et pourrait l'être com-
plètement, à la suite du refus des 160 employés
syndiqués (CSN) d'accepter une diminution de
salaire de 10 pour 100 pour une période de trois
mois.

Un porte-parole de la compagnie a déclaré,
hier, au SOLEIL, qu'à la suite de la décision des
travailleurs à l'heure, l'entreprise avait renoncé à
entreprendre l'une des deux phases du projet de
développement de la mine, celle du rang 9, et
qu'elle hésitait sérieusement à réaliser l'autre
dont le coût est estimé à \$1,1 million. "On attend
de savoir si les gouvernements maintiendront
leur participation financière", a-t-il expliqué.

Rappelons que les gouvernements provincial
et fédéral avaient offert respectivement des sub-
ventions de \$225,000 et de \$137,195 pour le projet
de \$2,2 millions qui devait permettre au pro-
ducteur d'avoir accès à 3,000,000 autres tonnes de
minerai. Vingt et un employés devaient être
rappelés au travail.

L'effort financier réclamé des ouvriers aurait
représenté une contribution de \$125,000.

Le président du syndicat, M. Yves Lecours, a
expliqué ce refus par l'impossibilité pour la
compagnie d'offrir une garantie d'emploi, et par
le fait que la mine est exploitée au ralenti depuis
l'été dernier alors que les ouvriers ne travaillent
que trois ou quatre jours par semaine.

Travaux à l'aéroport de l'île d'Anticosti

PORT-MENIER — Un contrat de
\$2,643,743.50 a été accordé à l'entreprise Cons-
tructions Québec-Labrador incorporée, de Sept-
Îles, pour l'agrandissement et l'aménagement de
l'aéroport de l'île d'Anticosti, ainsi que pour le
pavage de certaines rues de Port-Menier. L'a-
ménagement de l'aéroport devra être terminé le
15 août et les travaux routiers le 15 novembre.

Trois organismes participent financièrement
à ce contrat dans les proportions suivantes: le
ministère des Transports: \$2,093,743.50; le mi-
nistère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:
\$250,000; l'Office de planification et de dé-
veloppement du Québec (OPDQ): \$300,000.

Les devis du contrat prévoient que la piste de
l'aéroport sera portée à 1,490 m et pavée. Des
dispositifs visuels de sécurité seront installés
pour faciliter la navigation aérienne par visibilité
réduite: éclairage et balisage de la piste, feux à
éclats, indicateur de pente d'approche (VASIS) et
feux d'approche d'une longueur de 914 m à
l'extrémité ouest de l'aéroport.



20% à 40% de rabais

SOLDE DE VÊTEMENTS DE SKI;
NE MANQUEZ PAS CETTE OCCASION!

Soyez prêts des pieds à la tête
pour votre prochaine saison
de ski! Vous trouverez tout ce
qu'il vous faut pour le ski de
fond ou alpin. La sélection
pour hommes, femmes et
enfants comprend: blousons
de ski, chandails à col roulé,
sous-vêtements, gants,
moufles, tuques et plus
encore.

30% de rabais! Vêtements de ski

- Mountain Goat • Pedigree
- Lift 7 • White Stag
- David S. Reid etc.

25% de rabais! Chandails à col roulé, sous-vêtements

- Gordini • Duofold • Lift 7
- Jordache Sport

40% de rabais! Chandails pour le ski

- Gordini

25% de rabais! Gants et moufles de ski

- Gordini

20% de rabais! Tuques pour le ski

- Topher • Gordini
- Murray Merklely

Ne tardez pas à venir faire votre choix!

25% à 50% de rabais! Skis et accessoires

40% de rabais! Skis

- Jarvinen • Trak
- Karhu • Valttonen

40% de rabais! Bâtons de ski

- Excel • Nordic

Rayon 261

40% de rabais! Fixations

- Finn Grip • Pinso

50% de rabais! Fart pour skis

- Swix • Jack Rabbit

25% de rabais! Accessoires de ski

Lunettes, sacs, courroies, gourdies.
Ne tardez pas à venir faire votre
choix! Choix incomplet d'articles
dans certains magasins.

demain samedi

Voyez le cahier publicitaire de

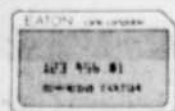
J. PASCAL

INSERE DANS
CE JOURNAL

STE-FOY
Place Ste-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LEVIS
Galeries Chagnon
833-7744



EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

Joli printemps en perspective!
Coupes seyantes,
COULEURS NEUTRES ET DISCRÈTES...
voici les beaux atours
DE GAREY PETITES

Une collection de coordonnés offerts en tons neutres pour varier vos agencements. La plupart sont dans un mélange de polyester et soie, à l'exception du veston 1 qui est en coton et du pull 2, en ramie et coton. N'est-ce pas que le printemps s'annonce bien!

1. Veston en coton, à rayures beige et grège. Tailles 6 à 14. **60.00** ch.

(Le pull à manches courtes représenté avec le veston en coton n'est pas disponible)

2. Jupe portefeuille en polyester et soie. Écru. Tailles 6 à 14. **55.00** ch.

3. Blouson en polyester et soie. Patte de boutonnage dissimulée. Écru. Tailles 6 à 14. **75.00** ch.

4. Pantalon plissé devant assorti. Écru. Tailles 6 à 14. **53.00** ch.

5. Blouse à manches courtes en coton. Imprimé de feuilles ton beige seulement. Tailles 6 à 14. **38.00** ch.

6. Blazer classique en polyester et soie tissés. Écru. Tailles 6 à 14. **80.00** ch.

7. Jupe étroite assortie. Écru. Tailles 6 à 14. **50.00** ch.

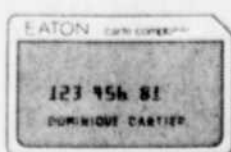
Rayon 841



STE-FOY
Place Ste-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LÉVIS
Galeries Chagnon
833-7744



EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX